

L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation

Qu'est-ce que l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation ?

L'indicateur de **prévalence de la sous-alimentation (PoU)** est une mesure établie de longue date et tenue à jour par la Division de la statistique de la FAO. Il a été présenté pour la première fois en 1963, dans la *Troisième enquête mondiale sur l'alimentation*, puis a été progressivement affiné³⁹.

La méthode utilisée pour estimer la prévalence de la sous-alimentation consiste à comparer la loi de distribution de l'*apport énergétique alimentaire* journalier *habituel*, $f(x)$, à un seuil, appelé *besoins énergétiques alimentaires minimaux* (MDER). Ces deux éléments reposent sur la notion d'*individu moyen* de la population de référence⁴⁰. L'équation formelle permettant de calculer la prévalence de la sous-alimentation est la suivante :

$$PoU \equiv \int_{x < MDER} f(x) dx \quad (1)$$

En d'autres termes, la prévalence de la sous-alimentation est la probabilité qu'un individu sélectionné de manière aléatoire dans la population ait un apport énergétique alimentaire insuffisant pour satisfaire les besoins que nécessite une vie saine et active. Cette probabilité est considérée comme une estimation de la proportion de personnes susceptibles d'être sous-alimentées au sein de la population. On calcule ensuite une estimation du **nombre des personnes sous-alimentées** en multipliant la valeur estimée de la prévalence de la sous-alimentation par l'effectif de la population. La prévalence de la sous-alimentation et le nombre des personnes sous-alimentées ont été adoptés comme indicateurs de suivi des progrès accomplis au regard des cibles définies respectivement par les Objectifs du Millénaire pour le développement (en particulier, la cible de réduction de la faim de l'OMD 1) et lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA).

Il est important de souligner que la loi de distribution utilisée pour déduire les niveaux *habituels* d'apport énergétique alimentaire au sein d'une population, $f(x)$, renvoie à un niveau typique d'apport énergétique journalier *durant une année*. Dès lors, $f(x)$ ne peut pas rendre compte des implications possibles d'épisodes plus courts de consommation alimentaire insuffisante. L'indicateur signalera un état de sous-alimentation si, et seulement si, la consommation alimentaire *moyenne* sur la période d'un an considérée est inférieure aux besoins.

En outre, sachant que la loi de distribution $f(x)$ et le niveau de seuil de l'équation (1) sont associés à l'individu représentatif de la population – c'est-à-dire une construction statistique correspondant à un individu moyen au regard de l'âge, de la répartition des sexes, de la stature et de l'activité physique –, *ils ne représentent pas, la première, la distribution empirique des produits alimentaires par habitant au sein de la population ni, le second, le seuil pertinent pour tout individu réel de la population.*

Trois critiques fréquentes

Ces dernières années, la FAO a vu sa méthode s'attirer trois grandes critiques :

1. L'indicateur repose sur une définition étroite du terme « faim », qui se réfère uniquement aux états chroniques caractérisés par un apport énergétique alimentaire insuffisant. Les autres aspects de l'insuffisance alimentaire, comme les carences en micronutriments, ne sont pas pris en compte.
2. L'indicateur sous-estime systématiquement la sous-alimentation, car il retient comme hypothèse un niveau minimum d'activité physique, typique d'un style de vie sédentaire. Partant, il ne tient pas compte du fait que de nombreux pauvres ont une activité physique intense.
3. La méthode est complexe et repose sur des macrodonnées dont certains considèrent qu'elles laissent à désirer, alors que les enquêtes auprès des ménages permettent à elles seules de mesurer directement et plus précisément la sous-alimentation.

La première critique est effectivement fondée. L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation a été conçu de manière à rendre compte d'une acception claire – mais étroite – de la sous-alimentation, à savoir un état d'insuffisance de l'apport énergétique alimentaire qui se prolonge pendant plus d'une année. Le présent rapport remédie à cette limitation en présentant et en analysant l'ensemble d'indicateurs utilisé par la FAO pour mesurer les différentes dimensions de la sécurité alimentaire. Cet ensemble se compose de nombreux indicateurs choisis pour rendre compte des différents aspects d'une conception plus large de l'insécurité alimentaire et de la faim.

La deuxième critique n'est pas fondée, car elle porte sur ce qui constitue en réalité un point fort de la méthode, lequel n'est pas toujours reconnu ni évident à déceler. Comme nous l'avons mentionné plus haut, la méthode de la FAO repose sur une approche probabiliste et sur un individu représentatif. Idéalement, il faudrait examiner l'adéquation de l'apport énergétique alimentaire, et par conséquent l'état de sous-alimentation, au niveau individuel, en comparant les besoins et les apports énergétiques *de chaque personne*. On pourrait alors estimer la prévalence de la sous-alimentation en comptant le nombre de personnes considérées comme sous-alimentées. Une telle approche fondée sur les « effectifs » n'est toutefois pas envisageable, et ce pour deux raisons. La première est qu'en pratique, il est impossible de déterminer les besoins énergétiques individuels à l'aide des méthodes classiques de collecte de données⁴¹. La seconde est que la consommation alimentaire individuelle ne peut pas être mesurée précisément du fait des disparités dans la répartition de la nourriture au sein des ménages et de la variabilité des besoins énergétiques individuels et de la consommation alimentaire d'un jour sur l'autre, cette dernière pouvant être due à des facteurs indépendants de l'insécurité alimentaire (notamment l'évolution de la charge de travail ou du mode de vie, ou des usages culturels et religieux).

Sachant qu'en pratique, il n'est pas possible d'utiliser une approche fondée sur les effectifs, la FAO a opté pour l'indicateur

de prévalence de la sous-alimentation, qui est un *estimateur se rapportant à la population dans son ensemble*, synthétisée au moyen du procédé statistique de l'individu « représentatif ». S'agissant des besoins énergétiques, on voit clairement que, lorsque l'on considère la population dans son ensemble, les différences de poids, d'efficacité métabolique et d'activité physique d'un individu à l'autre font qu'il existe une *plage* de valeurs compatibles avec un bon état de santé. Il s'ensuit qu'au sens probabiliste, seules les valeurs inférieures au minimum d'une telle plage peuvent être associées à une sous-alimentation. Ainsi, pour que la prévalence de la sous-alimentation indique qu'un individu sélectionné au hasard dans une population est sous-alimenté, il est nécessaire de choisir comme seuil la borne inférieure de la plage de valeurs correspondant aux besoins énergétiques normaux.

La troisième critique ne tient pas compte du coût élevé que représente, pour la vaste majorité des pays suivis par la FAO, la mise en place d'enquêtes susceptibles de fournir une estimation correcte de la sous-alimentation. Au minimum, ce type d'enquête doit rendre compte de la consommation alimentaire au niveau individuel et doit réunir suffisamment d'informations pour permettre d'évaluer la consommation *habituelle* et de connaître les caractéristiques anthropométriques et l'activité physique de chaque individu interrogé, afin d'estimer le *seuil* pertinent des besoins énergétiques de cet individu. La somme de données nécessaire indique qu'il faudrait concevoir à cet effet des enquêtes spécifiques, différentes de celles déjà menées auprès des ménages, et d'un coût plus élevé. La méthode de la FAO, en revanche, permet d'intégrer les informations issues des enquêtes auprès des ménages dans les sources de macrodonnées, telles que les bilans alimentaires, les recensements et les enquêtes démographiques.

Modalités de calcul de la prévalence de la sous-alimentation

L'estimation de l'équation (1) nécessite une expression analytique de $f(x)$, et la détermination du seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux (MDER).

La forme fonctionnelle de la loi de distribution $f(x)$ est sélectionnée dans une famille paramétrique. Sa caractérisation est obtenue par estimation des paramètres, à savoir la *moyenne*, le *coefficient de variation (CV)* et le *coefficient d'asymétrie*. La Division de la statistique de la FAO s'efforce sans relâche d'améliorer l'estimation de ces paramètres à partir des données fournies par différentes sources.

■ Choix d'un modèle de distribution

Si l'on remonte aux estimations établies pour la *Sixième enquête mondiale sur l'alimentation* en 1996, l'hypothèse retenue était celle d'une distribution log-normale. Ce modèle est très pratique du point de vue analytique, mais offre peu de souplesse, notamment pour rendre compte de l'asymétrie de la distribution.

Durant la révision de la méthode en 2011 et en 2012, d'aucuns ont attiré l'attention sur le fait qu'augmenter la moyenne tout en conservant le coefficient de variation constant dans la distribution log-normale aboutirait à une probabilité non négligeable d'obtenir des apports énergétiques disproportionnés. Il semble plus plausible au contraire qu'une augmentation de la consommation alimentaire moyenne réduise l'asymétrie de la distribution, car l'accroissement relatif de la consommation chez les personnes dont le niveau de consommation est déjà au-dessus de la moyenne sera probablement moins important que pour les personnes chez qui ce niveau est inférieur à la moyenne.

La recherche d'un modèle plus flexible a conduit à l'adoption des familles de distributions normale asymétrique et log-normale asymétrique introduites par Azzalini⁴². Les résultats ont été publiés dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012*.

■ Estimation de la consommation alimentaire moyenne

Pour estimer l'apport énergétique alimentaire par habitant d'un pays, la FAO s'est traditionnellement servie de ses propres bilans alimentaires, disponibles pour plus de 180 pays. Ce choix s'explique principalement par le manque d'enquêtes appropriées et régulières dans la plupart des pays. À partir des données sur la production, les échanges et l'utilisation des produits alimentaires, d'une part, et des données sur la composition des aliments, d'autre part, on obtient la quantité totale d'énergie alimentaire disponible pour la consommation humaine dans un pays sur une année, ce qui permet ensuite de calculer les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant.

La révision réalisée en 2011 et en 2012 a mis en évidence que des pertes de produits alimentaires pouvaient avoir lieu *après la production et la mise à la disposition des consommateurs de ces aliments*, et en particulier au stade de la distribution dans le réseau de détail⁴³. Une première disposition a été prise pour remédier à ce problème en 2012, avec l'introduction d'un paramètre qui rend compte des pertes de produits alimentaires lors de la vente au détail. On a estimé la valeur énergétique des pertes moyennes par région à partir des données fournies par une récente étude de la FAO sur les pertes de produits alimentaires⁴⁴; ces pertes vont de 2 pour cent des volumes distribués pour les céréales sèches à 10 pour cent pour les produits périssables tels que les fruits et légumes frais⁴⁵.

■ Estimation des coefficients de variation et d'asymétrie

Les données provenant d'enquêtes nationales représentatives menées auprès des ménages sont la seule source fiable à partir de laquelle on peut estimer directement les autres paramètres des distributions de la consommation alimentaire⁴⁶.

Différents types d'enquêtes auprès des ménages, notamment celles qui mesurent les revenus, les dépenses et le niveau de vie, permettent de réunir des informations sur l'acquisition de produits alimentaires (communément appelée « consommation »

par les économistes). Leurs caractéristiques et la qualité des informations collectées influent sur les estimations de l'apport énergétique alimentaire habituel. À cet égard, il convient de relever deux problèmes principaux.

Premièrement, alors que la sous-alimentation est considérée comme un état individuel, les données sur la consommation alimentaire sont généralement disponibles uniquement à l'échelle du ménage. Il s'ensuit qu'on ne peut obtenir qu'une approximation de la consommation alimentaire individuelle, en divisant la nourriture disponible par le nombre de membres du ménage.

Deuxièmement, dans la plupart des cas, les données collectées par les enquêtes se réfèrent aux quantités de produits alimentaires que les individus se procurent sur une période de référence. Il faut donc déduire les apports énergétiques individuels à partir de ces quantités. Convertir des quantités de produits alimentaires en une

quantité d'énergie alimentaire et distinguer la nourriture que les personnes se procurent et celle qu'elles consomment impliquent souvent de réaliser d'importantes approximations. Celles-ci conduisant à surestimer ou à sous-estimer l'apport énergétique alimentaire individuel⁴⁷, selon les cas, la variance de la consommation alimentaire de l'échantillon simple ne constituerait pas un indicateur approprié de la variance de la consommation alimentaire habituelle au sein de la population, qui est nécessaire pour l'estimation du coefficient de variation de la consommation alimentaire de *l'individu représentatif*.

Pour remédier à ces variations excessives des données, on présentait par le passé les chiffres de consommation calorique par habitant dans un tableau, par tranche de revenu des ménages, puis on calculait la variation de la consommation calorique moyenne *entre* les différentes tranches de revenu⁴⁸. Le coefficient de variation obtenu – défini comme « imputable au revenu »

ENCADRÉ A2.1

Sous-estimation du nombre de personnes sous-alimentées dans les projections initiales de 2009–2010

Pendant les tout premiers mois de l'année 2008, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint un nouveau record. Cette crise des prix des denrées alimentaires, conjuguée à ce qui s'est révélé être une crise économique mondiale, a laissé craindre que le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans le monde augmente notablement. Des pressions considérables ont été exercées sur la FAO pour l'amener à fournir des estimations initiales des répercussions probables en termes de sous-alimentation, avant même que l'on dispose des données nécessaires pour estimer la prévalence de la sous-alimentation. En réponse à ces pressions, l'Organisation a mis au point de nouvelles méthodes ad hoc pour évaluer l'augmentation probable du nombre de personnes sous-alimentées. Dans l'édition 2008 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*¹, la FAO avait prévu une hausse de 75 millions du nombre de personnes sous-alimentées en 2008 (soit près de 9 pour cent du dernier chiffre disponible), portant le total de cette population à 913 millions. Ces estimations reposaient sur une prévision plutôt pessimiste de l'évolution des disponibilités alimentaires mondiales. L'année suivante, une nouvelle hausse, d'environ 11 pour cent, du nombre de personnes sous-alimentées a été anticipée. Ce chiffre était fondé sur les prévisions d'un modèle élaboré par le Département de l'agriculture des États-Unis et sur des perspectives macroéconomiques mondiales sombres – auxquelles toutes les grandes organisations internationales adhéraient – qui annonçaient un ralentissement de la croissance des exportations et des flux entrants de capitaux dans les pays en développement, présumant que la crise financière réduirait l'investissement étranger direct, les envois de fonds des émigrés et, peut-être, l'aide publique au développement.

Cette hausse de 20 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées, estimé à 848 millions pour 2003-2005, signifiait

que le chiffre d'un milliard aurait pu être dépassé en 2009.

À mesure que les données réelles sur les disponibilités alimentaires et l'utilisation des aliments pour 2007-2009 ont été publiées, il est devenu évident que les prévisions des plus pessimistes sur lesquelles reposaient les éditions 2009 et 2010 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*² ne s'étaient pas réalisées. Les estimations générées avec la méthode habituelle en 2010 ont ramené le nombre de personnes sous-alimentées pour 2005-2007 à 847,5 millions; ce chiffre n'a pas beaucoup varié l'année suivante, où une estimation de 850 millions a été établie pour la période 2006-2008, un chiffre bien inférieur à celui de 913 millions publié deux ans auparavant. Il est aussi devenu évident que la flambée des prix des denrées alimentaires en 2007-2008 et la crise économique qui s'en était suivie n'avaient pas été aussi désastreuses qu'on l'avait pensé, du moins pour la plus grande partie du monde en développement. En outre, la répercussion des prix internationaux des produits alimentaires de base sur les prix finals à la consommation était bien plus modérée qu'on ne l'avait craint. L'analyse de cette dernière répercussion montre qu'un grand nombre de pays en développement, mais pas tous, sont parvenus à protéger leurs consommateurs des flambées des prix internationaux des denrées alimentaires. Enfin, beaucoup de pays en développement se sont rapidement remis de la récession mondiale ou n'ont été que faiblement touchés par la crise financière qui a submergé nombre de pays développés.

¹ FAO. 2008. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008: Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives*. Rome.

² FAO. 2009. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009: Crises économiques – répercussions et enseignements*. Rome; FAO et PAM. 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. Rome.

$(CV|y)$ – exclut une variabilité de la consommation alimentaire habituelle sans lien avec le revenu du ménage. Le coefficient de variation « total » de la consommation alimentaire habituelle de l'individu représentatif était ensuite calculé à l'aide de l'équation suivante:

$$CV(x) = \sqrt{(CV|y)^2 + (CV|r)^2}$$

où $CV|r$ correspond à la variation due aux facteurs qui induisent une variabilité de la consommation alimentaire, mais ne sont pas liés au revenu⁴⁹. À la suite de la révision de la méthode en 2011-2012, on a adopté une approche plus évoluée pour estimer le coefficient de variation et l'asymétrie de la consommation alimentaire. Cette approche repose sur une analyse de régression qui décompose la variation totale de la consommation alimentaire en deux éléments: un premier qui rend compte de la variabilité de la consommation alimentaire habituelle et un second qui, du fait de la variabilité de la consommation observée autour de sa moyenne, n'a pas de lien avec le concept d'insécurité alimentaire qui détermine l'estimateur de prévalence de la sous-alimentation. La Division de la statistique de la FAO poursuit ses recherches sur la méthode la plus efficace de décomposition de la variation totale présentée par les données sur la consommation alimentaire issues des enquêtes disponibles.

■ Estimation du seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux

Pour calculer le seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux (MDER), la FAO se sert des besoins énergétiques normalisés établis à partir des résultats de la consultation d'experts conjointe FAO/OMS/UNU, laquelle a produit la référence la plus récente en matière de besoins énergétiques humains⁵⁰. On établit ces normes en calculant les besoins du métabolisme de base (c'est-à-dire la dépense d'énergie du corps humain au repos), que l'on multiplie par un facteur supérieur à un, pour tenir compte de l'activité physique associée à une vie normale et active (indice NAP [niveau d'activité physique]).

L'efficacité métabolique et le niveau d'activité physique étant variables au sein de groupes d'individus de mêmes âge et sexe, les besoins énergétiques de ces groupes ne peuvent être exprimés que sous la forme de plages. Pour définir le seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux, on détermine la borne inférieure de chaque plage pour les adultes et les adolescents à partir de la distribution des poids corporels idéals et du point médian des valeurs de l'indice NAP associé à un style de vie sédentaire (1,55). Pour une taille donnée, le plus faible poids corporel compatible avec une bonne santé est estimé sur la base du cinquième percentile de la distribution des indices de masse corporelle au sein des populations en bonne santé⁵¹. Une fois les besoins minimaux établis pour chaque groupe d'individus de mêmes sexe et âge, on calcule le seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux à l'échelle de la population sous la forme d'une moyenne pondérée par la fréquence relative des individus dans chaque groupe.

L'option consistant à définir le seuil en référence à une activité physique légère (normalement associée à un style de vie

sédentaire) ne nie pas le fait que la population compte également des personnes qui ont une activité physique modérée ou intense. Elle constitue simplement un moyen d'éviter de surestimer l'insuffisance alimentaire lorsque seuls sont observés les niveaux de consommation alimentaire, et qu'il est impossible de les ajuster individuellement en tenant compte des besoins variables.

Une erreur fréquente lors de l'évaluation de l'insuffisance alimentaire à partir des données sur la consommation alimentaire consiste à prendre le point médian de la plage globale des besoins alimentaires (en se référant donc à un NAP de 1,85) comme seuil pour déterminer l'inadéquation des apports énergétiques dans la population. Ce raisonnement introduit malheureusement un biais grossier. Pour comprendre le problème, il faut noter que, même dans les groupes composés uniquement de personnes ayant une alimentation adéquate, la moitié environ de ces dernières présenteront des niveaux d'absorption inférieurs aux besoins moyens en raison d'une faible activité physique. Utiliser les besoins moyens comme seuil déboucherait certainement sur une surestimation, sachant que tous les individus jouissant d'une alimentation adéquate, mais présentant des besoins inférieurs à la moyenne, seraient classés à tort comme sous-alimentés⁵².

La valeur du seuil correspondant aux besoins énergétiques alimentaires minimaux est actualisée tous les deux ans par la FAO, pour l'ensemble des pays inclus dans le suivi, à partir des révisions régulières des évaluations démographiques effectuées par la Division de la population des Nations Unies, ainsi que des données sur la taille des personnes dans différentes populations, données issues de diverses sources, en particulier les résultats des enquêtes démographiques et de santé du projet MEASURE DHS (*Monitoring and Evaluation to Assess and Use Results of the Demographic and Health Surveys*) coordonné par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) (<http://www.measuredhs.com>). En l'absence de données sur les tailles, on se réfère aux données publiées par des pays composés majoritairement d'ethnies similaires, ou à des modèles qui se servent d'informations parcellaires pour estimer la taille de différentes classes d'individus de mêmes sexe et âge.

Ce que la prévalence de la sous-alimentation mesure (et ne mesure pas)

Les termes « sous-alimentation » et « faim » font implicitement référence aux situations dans lesquelles *une personne ne parvient pas à se procurer assez de nourriture pendant une durée prolongée*. Les chiffres relatifs à la sous-alimentation communiqués par la FAO ont souvent été interprétés comme fournissant une indication sur la notion plus large d'insécurité alimentaire. Cette interprétation est, à l'évidence, trompeuse. Il convient de souligner quatre points à ce sujet.

Tout d'abord, même s'il existe différents moyens de mesurer les quantités d'aliments, la méthode de la FAO se réfère à l'énergie alimentaire. Un régime alimentaire qui ne fournit pas suffisamment de calories ne garantira probablement pas non plus

des apports suffisants en protéines et en micronutriments. L'inverse, en revanche, n'est pas vrai, car on peut observer des carences en micronutriments avec des régimes alimentaires riches en énergie. Il en ressort que les estimations de la prévalence de la sous-alimentation ne rendront pas compte de toute l'ampleur de la *malnutrition*, qui reste une dimension importante de l'insécurité alimentaire, comme nous l'expliquons dans la partie de ce rapport consacrée aux différents indicateurs de la sécurité alimentaire.

Autre point connexe, le terme « sous-alimentation » (tel qu'il est utilisé dans le nom de l'indicateur) repose sur des données relatives à la « consommation » alimentaire, il renvoie donc à l'accès à la nourriture plutôt qu'à l'utilisation des aliments. Cela a parfois ajouté à la confusion⁵³.

Il faut aussi souligner que le niveau d'inadéquation mesuré par la prévalence de la sous-alimentation se rapporte au *niveau de consommation habituel*. La prévalence de la sous-alimentation correspond à la proportion probable d'individus d'une population qui se trouvent dans cet état *sur la période couverte par l'évaluation*. Les données utilisées pour estimer la consommation moyenne étant enregistrées en référence à une durée d'une année, on ne peut interpréter l'indicateur que comme mesurant l'ampleur des privations alimentaires *chroniques*. Il ne met pas en évidence les effets des pénuries alimentaires temporaires ou des crises de courte durée, à moins que celles-ci n'aient des conséquences à long terme sur la capacité des individus à accéder à la nourriture.

Cela implique également qu'il ne mesure pas, par exemple, les coûts économiques et sociaux associés à l'approvisionnement alimentaire, lesquels peuvent nuire considérablement à la qualité de vie des personnes qui ont des difficultés à maintenir un apport énergétique alimentaire adéquat, sans pour autant finir par être sous-alimentées.

Enfin, comme nous l'avons longuement expliqué dans cette annexe, l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation mesure uniquement la prévalence probable des privations alimentaires *pour la population entière, et non de manière distincte, pour différents groupes de population*. Les chiffres nationaux publiés dans le présent rapport ne se prêtent pas facilement à une décomposition permettant de rendre compte de la situation au regard de la sous-alimentation dans des zones géographiques données ou au sein des groupes socioéconomiques d'un pays.

L'une des conséquences importantes de tout ce qui précède est que, pour offrir un tableau complet de l'état de l'insécurité alimentaire, il faut adjoindre d'autres indicateurs à celui de la prévalence de la sous-alimentation. Un ensemble d'indicateurs de la sécurité alimentaire, couvrant les diverses facettes de l'insécurité alimentaire dans un pays et au sein de la population de ce pays, permettrait également aux décideurs publics de concevoir et de mettre en œuvre des mesures mieux ciblées. La deuxième section du présent rapport propose une première tentative de définition d'un tel ensemble.